

PRÉFET DE LA VENDÉE

Arrêté n°19-DRCTAJ/1- 494

mettant la société SEDEP en demeure de respecter les prescriptions applicables à la carrière des Bonottières qu'elle exploite à Beaulieu-sous-la-Roche

Le Préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et notamment le II de son article 18.2.3 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°09-DRCTAJE-1-487 du 5 août 2009 à la société SEDEP pour l'exploitation d'une carrière de roche massive à ciel ouvert sur le territoire de la commune de Beaulieu-sous-la-Roche au lieu-dit « Les Bonottières » et notamment le II de son article 3.1.2.2 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 5 septembre 2019 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant qu'une pollution du milieu (pH acide) a été constatée le 27 août 2019 par les inspecteurs de l'environnement (en charge des milieux) sur le Jaunay et que l'enquête menée par ces agents ont permis d'identifier les rejets de la carrière comme source de cette pollution (pH acide) dans un contexte hydrologique sans apport d'eau en amont de la carrière ;

Considérant que lors de la visite en date du 28 août 2019, l'inspecteur de l'environnement (en charge des installations classées) a constaté le non respect de la prescription du II de l'article 3.1.2.2 de l'arrêté d'autorisation précité à savoir la non mise en place d'un émissaire équipé d'un canal de mesure du débit muni d'un totalisateur ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SEDEP de respecter les dispositions du II de l'article 3.1.2.2 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

AR R E T E

Article 1. Objet de la mise en demeure

La société SEDEP, exploitant une carrière de roche massive à ciel ouvert sise au lieu-dit « Les Bonottières » sur la commune de Beaulieu-sous-la-Roche, est mise en demeure de respecter les dispositions du II de l'article 3.1.2.2 de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation précité du 5 août 2009 en mettant en place à son émissaire de rejet « *un canal de mesure du débit muni d'un totalisateur et d'un dispositif de prélèvement* ».

96/0174 – 2019/1396

Article 2. Délai de réalisation

Les délais pour respecter cette mise en demeure est de **3 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3. Non-respect des délais

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par l'article 2, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4. Dispositions administratives

Article 4.1. Délais et voies de recours

Conformément aux dispositions des articles L.171-11 du code de l'environnement et R.421-1 du code de justice administrative, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de NANTES (6 allée de l'Île-Gloriette - BP 24111 - 44041 Nantes Cedex 1). La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>.

Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir à compter du jour de la notification du présent arrêté.

Article 4.2. Publicité de l'arrêté

A la mairie de la commune :

- une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.
- Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture – pôle environnement.
- Le présent arrêté sera mis en ligne sur le site de la préfecture.

Article 4.3. Diffusion

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant.

Article 4.4. Pour application

Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à La Roche sur Yon, le
Le préfet,

30 SEP. 2019

**Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
de la Préfecture de la Vendée**

François-Claude PLAISANT

Arrêté n°19-DRCTAJ/1- *H 9 4*

mettant la société SEDEP en demeure de respecter les prescriptions applicables à la carrière des Bonottières qu'elle exploite à Beaulieu-sous-la-Roche